



**DOCUMENT
POUR LES
ÉLECTIONS
FÉDÉRALES**

2019

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
PRÉFACE	2
THÉRAPIE DE CONVERSION.....	3
TRANSFERTS EN MATIÈRE DE SANTÉ	4
TRANSFERTS EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX.....	5
FEMMES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES	6
NOUVELLES LOIS PORTANT SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES	7
STRATÉGIE COORDONNÉE EN MATIÈRE DE CRISES	8
SOINS AUX ANCIENS COMBATTANTS	9
RÉGIME FÉDÉRAL D’ASSURANCE-MÉDICAMENTS	10
INTÉGRATION DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS SOCIAUX AU PROGRAMME D’EXONÉRATION DE REMBOURSEMENT DES PRÊTS.....	11
INVESTISSEMENT DANS LA FORMATION LINGUISTIQUE	12
TRANSFERTS EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX.....	13
CONCLUSION.....	14

PRÉFACE

Le présent document se veut non partisan et n’appuie aucun groupe politique en particulier. Il vise à faciliter une discussion avec votre député fédéral sur les questions importantes afin que vous soyez au courant des enjeux en vue des élections.

Afin d’être un électeur bien informé, il faut connaître les enjeux actuels et les positions des partis politiques avant d’aller aux urnes. Les électeurs bien informés exercent leur esprit critique et ne se laissent pas influencer par les messages électoraux qui visent les personnes qui connaissent moins les plateformes électorales et les idées politiques.



Même si le document offre des renseignements sur des questions importantes, nous invitons les lecteurs et lectrices à discuter avec leur député fédéral des questions qui sont importantes à leurs yeux.

THÉRAPIE DE CONVERSION

La thérapie de conversion, aussi appelée thérapie réparatrice, désigne une gamme de traitements visant à modifier les attirances à l'égard de personnes du même sexe afin de favoriser l'hétérosexualité.^{1 2} Selon la cinquième édition de *Diagnostic and Statistical Manual for Mental Disorders* (2013) les attirances à l'égard de personnes du même sexe ne constituent pas un trouble pathologique ou une maladie et, par conséquent, il n'est pas nécessaire de les traiter. La thérapie de conversion est basée sur des préjugés et pose problème, car elle ne vise pas à traiter un trouble et a des effets néfastes à la fois sur les personnes et sur les collectivités.^{3 4} La thérapie de conversion donne lieu à de nombreux résultats négatifs tels que la haine de soi, une diminution de l'estime de soi, des difficultés à entretenir des relations, la dysfonction sexuelle, l'isolement, la déshumanisation, la dépression, l'anxiété, l'automutilation, les idées suicidaires et le suicide.^{5 6}

Le gouvernement fédéral a déclaré que, même si la thérapie de conversation a des effets néfastes et ne reflète pas les valeurs canadiennes, il incombe aux provinces d'appliquer leurs lois sur la pratique. Par conséquent, le Manitoba, la ville de Vancouver et la Nouvelle-Écosse ont interdit certains aspects de la thérapie de conversion et l'Ontario a interdit la thérapie de conversion comme telle. La thérapie de conversion n'est toujours pas réglementée dans les autres provinces et les territoires du Canada ; compte tenu de l'incohérence de la législation, il est difficile de savoir dans quelles régions du Canada la thérapie de conversion est offerte.⁷ Il est important que le gouvernement fédéral continue d'exhorter les provinces à interdire la thérapie de conversion.

¹ George, M.-A. (2017). « Expressive ends: Understanding conversion therapy bans ». *Alabama Law Review*. 68(3), 793-853.

² Bright, C. (2004). « Deconstructing reparative therapy: An examination of the processes involved when attempting to change sexual orientation ». *Clinical Social Work Journal*. 32(4), 471-481.

³ Christianson, A. (2005). « A re-emergence of reparative therapy ». *Contemporary Sexuality*. 39(10), 8-17.

⁴ Behrmann, J., et Ravitsky, V. (2014). « Turning queer villages into ghost towns: A community perspective on conversion therapies ». *AJOB Neuroscience*. 5(1), 14-16.

⁵ Shidlo, A., et Schroeder, M. (2002). « Changing sexual orientation: A consumers' report ». *Professional Psychology: Research and Practice*. 33(3), 249-259. doi: 10.1037//07357028.33.3.249

⁶ Haldeman, D. (2001). « Therapeutic antidotes: Helping gay and bisexual men recover from conversion therapies ». *Journal of Gay and Lesbian Psychotherapy*. 5(3-4), 117-130. doi: 10/1300/J236v05n03_08

⁷ Stroh, P. (le 23 mars 2019). « Ottawa rejects plea for nationwide conversion therapy ban ». Radio-Canada. [En ligne] <https://www.cbc.ca/news/canada/the-national-conversion-therapy-federal-petition-1.5066899>

Étant donné qu'aucune raison médicale ne justifie la thérapie de conversion, que l'efficacité de la thérapie n'est pas appuyée par des données scientifiques et que, selon d'innombrables études et témoignages, la thérapie de conversion a des effets néfastes sur les personnes et les collectivités, votre parti convient-il que le gouvernement fédéral doit exhorter tous les gouvernements provinciaux à interdire la thérapie de conversion à l'échelle du pays? Comment?

TRANSFERTS EN MATIÈRE DE SANTÉ



Même si les soins de santé relèvent du gouvernement provincial, les provinces reçoivent des transferts canadiens en matière de santé que le gouvernement fédéral fournit pour aider les provinces et territoires à payer les soins de santé. À l'heure actuelle, les transferts canadiens en matière de santé sont répartis par habitant.⁸ Une telle répartition ne tient pas compte des caractéristiques démographiques et des besoins particuliers de chaque province du Canada.

Même si le Nouveau-Brunswick est parmi les plus petites provinces du Canada⁹, elle se classe au premier rang du Canada quant à l'âge moyen le plus élevé et à la population rapidement vieillissante. En 2017, les personnes âgées constituaient 19,5 % de la population du Nouveau-Brunswick, et, d'ici 2038, on prévoit que 31,3 % de la population du Nouveau-Brunswick seront des personnes âgées.¹⁰ La population vieillissante entraîne des coûts particuliers dont il faut tenir compte en élaborant des politiques et en calculant les transferts. La répartition par habitant des transferts en matière de santé désavantage les provinces rurales qui comptent un grand nombre de personnes âgées, comme le Nouveau-Brunswick, car les provinces qui ont une population plus jeune et qui connaissent une croissance plus rapide reçoivent davantage de fonds, même si elles peuvent probablement se permettre

⁸ Grant, K. (le 17 mai 2018). « What you need to know about the Canada Health Transfer ». *Globe and Mail*. [En ligne] <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/what-you-need-to-know-about-the-canada-health-transfer/article33360624/>

⁹ Statistique Canada. (2018). « Coup d'oeil sur le Canada 2018 : Population ». [En ligne] <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/12-581-x/2018000/pop-fra.htm>

¹⁰ Province du Nouveau-Brunswick. (2017). *Se tenir ensemble : Une stratégie sur le vieillissement pour le Nouveau-Brunswick*. 1-76. [En ligne] <https://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/sdds/pdf/Seniors/AnAgingStrategyForNB.pdf>

d'offrir aux professionnels de la santé une rémunération plus élevée.¹¹ Il faudrait substituer à la répartition par habitant des fonds un modèle qui tient mieux compte des coûts liés à la prestation des soins de santé à une population plus âgée et en moins bonne santé.

Puisque chaque province canadienne a des caractéristiques démographiques distinctes et ses propres besoins en matière de soins de santé, votre parti est-il en faveur de la substitution à l'actuelle répartition par habitant des transferts canadiens en matière de santé d'un modèle qui tient compte des caractéristiques démographiques, des états de santé et les coûts des soins de santé? If so, how does your party intend to do this?

TRANSFERTS EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX

Le gouvernement fédéral fournit chaque année aux provinces des fonds pour appuyer les études postsecondaires, l'aide sociale, les services sociaux et le développement de la petite enfance par le truchement des transferts fédéraux en matière de programmes sociaux.¹² Ce financement essentiel est réparti par habitant et offert aux provinces qui n'exigent aucun délai minimal de résidence pour l'admissibilité à l'aide sociale.¹³ Bien que ce financement soit essentiel à la prestation des services sociaux, il n'y a pas en place de mécanisme qui permet de déterminer où le financement est consacré ou de savoir si le financement répond aux besoins de la province et permet d'assurer des services de bonne qualité. Il est recommandé que le gouvernement fédéral trouve le moyen d'analyser les transferts fédéraux en matière de programmes sociaux par rapport aux données provinciales afin de déterminer si les montants assurés et la répartition permettent à tous les gens du Canada de profiter de services de qualité supérieure.

¹¹ Huras, A. (le 19 juin 2019). « Federal health-care deal with province crucial, economist warns ». *Daily Gleaner*.

¹² Gouvernement du Canada. (2011). « Transfert canadien en matière de programmes sociaux ». Ministère des Finances Canada. [En ligne] <https://www.fin.gc.ca/fedprov/cst-fra.asp>

¹³ Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux. (2013). *Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et les déterminants sociaux de la santé*. 1-4. [En ligne] https://www.casw-acts.ca/sites/default/files/executive_summary_the_canada_social_transfer_and_the_social_determinants_c_2013_1.pdf

Avant d'apporter d'importantes modifications et améliorations des systèmes actuels, il faut connaître et analyser les faits. Compte tenu de cela, votre parti a-t-il l'intention de trouver le moyen d'analyser les transferts fédéraux en matière de programmes sociaux par rapport aux données provinciales afin que tous les gens du Canada profitent de services de qualité supérieure?

FEMMES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES

Le niveau de violence subie par les femmes autochtones nous rappelle l'histoire de la colonisation et de l'oppression des peuples autochtones au Canada. La Commission de vérité et réconciliation a cerné un lien inextricable entre le grand nombre de femmes autochtones assassinées et portées disparues et l'interaction complexe entre des facteurs dont bon nombre font partie des séquelles laissées par les pensionnats, raisons pour lesquelles ces femmes courent un risque nettement plus élevé de subir de la violence, de disparaître ou d'être assassinées.¹⁴ Il faut prendre des démarches afin de démanteler les structures oppressives et faire du Canada un pays où les peuples autochtones peuvent vivre en sécurité, surtout les femmes, les filles et les personnes 2SLGBTQQA.

Même si les femmes autochtones constituent 2 % de la population du Canada¹⁵, elles sont manifestement surreprésentées en tant que victimes de violence sexuelle et physique et d'homicide. Les femmes et filles autochtones sont 12 fois plus susceptibles d'être assassinées et disparues ou d'être victimes de violence¹⁶ et 5 fois plus susceptibles d'être victimes d'une mort violente que les femmes canadiennes qui ne sont pas autochtones.¹ « Le dénominateur commun de ces statistiques est que la violence contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQA autochtones n'est pas un problème qui touche uniquement certaines personnes ni certaines communautés, mais bien qu'elle est motivée par des facteurs systémiques, comme la marginalisation économique, sociale et politique, de même que le racisme, la discrimination et la misogynie, tous entrelacés dans le tissu sociétal canadien. »¹⁷

Les obstacles qui se dressent devant les Autochtones sont généralisés, structurels, durables et insidieux. Il revient au gouvernement canadien de défendre et de renforcer les droits des Autochtones, en assurant

¹⁴ Commission de vérité et réconciliation du Canada. (2015). . 1-594. [En ligne] [https://nctr.ca/fr/assets/reports/Final%20Reports/Honorer la v%C3%A9rit%C3%A9 r%C3%A9concilier pour l%27%80%99avenir.pdf](https://nctr.ca/fr/assets/reports/Final%20Reports/Honorer%20la%20v%C3%A9rit%C3%A9%20et%20r%C3%A9concilier%20pour%20l%27avenir.pdf)

¹⁵ Gilchrist, K. (2010). « "Newsworthy" victims? ». *Feminist Media Studies*. 10(4), 373-390. doi: 10.1080/14680777.2010.514110

¹⁶ Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. (2019). *Réclamer notre pouvoir et notre place assassinées*. Vol 1a. 1-797. [En ligne] <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>

¹⁷ Rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2019), p. 61.

notamment un financement et un soutien adéquats des services tels que les services de protection de l'enfance cernés dans les appels à l'action lancés par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Les appels à la justice sont fondés sur les lois actuelles et ne sont pas des recommandations facultatives ; il s'agit d'impératifs juridiques qui devraient déjà être en vigueur.¹⁸

Quelles mesures votre parti a-t-il l'intention de prendre à l'égard des femmes autochtones disparues et assassinées au Canada? Votre parti s'est-il engagé à donner suite aux appels à la justice qui figurent dans le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées?

NOUVELLES LOIS PORTANT SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES

Le Canada a une longue histoire de colonisation, d'oppression et de génocide des peuples autochtones. Les lois telles que la *Loi sur les Indiens* de 1876 donnent au gouvernement le contrôle de la plupart des aspects de la vie autochtone, tels que le statut, les ressources, les terres, l'éducation, l'administration des



bandes et ainsi de suite. Même si la *Loi sur les Indiens* a été modifiée à plusieurs reprises au fil des ans, elle pose toujours problème et demeure la loi principale relative aux peuples autochtones. La *Loi sur les Indiens* a été qualifiée de « discriminatoire » et de « patriarcale ». ⁴ On a dit que la loi a enlevé des femmes autochtones leur pouvoir, leurs rôles traditionnels, leurs communautés et leurs terres et les a rendues plus vulnérables à la violence des hommes et de l'état.¹⁹

Selon le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, la *Loi sur les Indiens* est discriminatoire et prévoit des politiques colonialistes qui ciblent les familles et continuent à traumatiser les peuples autochtones.²⁰ Il faut que de nouvelles lois sur les

¹⁸ Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. (2019). *Appels à la justice*. 1-48. [En ligne] <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>

¹⁹ Razack, S. (2016). « Sexualized violence and colonialism: Reflections on the inquiry into missing and murdered indigenous women ». *Canadian Journal of Women and the Law*. 28(2), 1-8. P. 2. doi: 10.3138/cjwl.28.2.v

²⁰ Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. (2019). *Réclamer notre pouvoir et notre place sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*. Vol 1a. 1-797. [En ligne] <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>

Autochtones soient adoptées pour et avec les gens qu'elles touchent afin de répondre à leurs besoins, de tenir compte de leurs valeurs et d'habiliter les Autochtones au lieu de les opprimer.

En vue de reconnaître l'importance de la vérité et de la réconciliation, le Canada doit respecter les droits des peuples autochtones en adoptant des lois élaborées pour ces derniers et en collaboration avec eux. Votre parti veut-il abroger la Loi sur les Indiens et rédiger de nouvelles lois afin d'habiliter et de protéger les peuples autochtones?

STRATÉGIE COORDONNÉE EN MATIÈRE DE CRISES

À mesure que les changements climatiques surviennent, le Canada constate une augmentation de la fréquence et de la gravité des catastrophes naturelles, et la situation devrait empirer au cours des prochaines années. Les inondations, les sécheresses, les feux de forêt, les orages et l'érosion côtière peuvent endommager non seulement l'environnement et les infrastructures, mais aussi les collectivités et le bien-être individuel.²¹

Le gouvernement fédéral doit élaborer de manière proactive des mesures d'intervention afin d'atténuer l'impact de ces catastrophes sur la santé mentale et le bien-être des gens du Canada. Il est essentiel que des travailleuses et travailleurs sociaux participent à la mise en oeuvre de ces mesures afin de remédier aux impacts humains de ces catastrophes en temps opportun. Les travailleuses et travailleurs sociaux ont des connaissances dans les domaines de la santé mentale et des traumatismes et ont qualité pour venir en aide aux personnes qui souffrent de traumatismes ou de déplacement en raison d'une catastrophe naturelle.



Image des inondations printanières de 2018 à Fredericton²²

²¹ Sécurité publique Canada. (2019). *Stratégie de sécurité civile pour le Canada : Vers un 2030 marqué par la résilience*. 1-32. [En ligne] <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsracs/pblctns/mrgncy-mngmnt-strtgry/mrgncy-mngmnt-strtgry-fr.pdf>

²² Bissett, K. (2018). « Flooded-out rivers continue to threaten New Brunswick ». *City News*. [En ligne] <https://toronto.citynews.ca/2018/04/29/flooded-out-rivers-continue-to-threaten-new-brunswick/>

Étant donné que les travailleuses et travailleurs sociaux jouent un rôle important dans le domaine des traumatismes et de la santé mentale, votre parti se rend-il compte de la nécessité de mettre en oeuvre des mesures d'intervention qui permettent de mobiliser les professionnels tels que les travailleuses et travailleurs sociaux afin de répondre aux besoins en matière de santé mentale des personnes touchées par des catastrophes naturelles?

SOINS AUX ANCIENS COMBATTANTS

L'état de stress post-traumatique est une réaction psychologique dont souffrent des personnes qui ont vécu des expériences très traumatisantes et qui se caractérise notamment par des souvenirs intrusifs, des trous de mémoire, un sentiment de détachement, la perturbation du sommeil, la colère, l'irritabilité et des difficultés de concentration. Selon les recherches, au Canada, 10 % des anciens combattants qui ont participé à une guerre souffriront du stress post-traumatique²³, ce qui montre que des problèmes de santé mentale sont fréquents chez nos anciens combattants. Même si les personnes qui font toujours partie des forces armées ont un accès relativement facile aux services thérapeutiques pour atténuer l'état de stress post-traumatique et d'autres maladies mentales, les anciens combattants doivent demander une assurance pour les traitements et attendre souvent longtemps la réponse positive à leur demande. Par conséquent, les anciens combattants doivent payer eux-mêmes les services ou attendre le traitement de leur demande avant d'obtenir des services. Il faudrait régler le problème des attentes ou, au moins, communiquer clairement avec les anciens combattants, parce que l'attente des interventions peut nuire à la santé et aggraver les symptômes.²⁴

À l'heure actuelle, l'accès aux prestations de traitement pour les anciens combattants est inégal. À titre d'exemple, la *Loi sur les pensions* prévoit le versement de la pension en cas d'incapacité pour les trois mois qui précèdent la présentation de la demande, tandis que la *Loi sur le bien-être des vétérans* prévoit le versement de prestations à compter du jour de la présentation de la demande.⁷ Il faut mettre à jour la loi afin que tous les anciens combattants soient admissibles aux prestations égales. Le ministère de la Défense nationale et Anciens Combattants Canada ont recommandé en outre que tous les membres qui ont reçu un diagnostic de problème de santé mentale et qui seront libérés pour des raisons médicales

²³ Anciens Combattants Canada. (2019). « L'État de stress post-traumatique (ESPT) et le stress lié à la guerre ». [En ligne] <https://www.veterans.gc.ca/eng/health-support/mental-health-and-wellness/understanding-mental-health/ptsd-warstress>

²⁴ Gouvernement du Canada. (2018a). *Répondre aux attentes : décisions opportunes et transparentes pour les vétérans malades ou blessés du Canada*. Ombudsman des vétérans. [En ligne] <https://www.ombudsman-veterans.gc.ca/fra/rapports/rapports-examens/decisions-opportunes-transparentes>

disposent d'un plan pour leurs soins de santé mentale avant d'être libérés. Ces soins devraient être dispensés près de chez eux.^{25 26}

En plus de faire en sorte que tous les anciens combattants qui ont reçu un diagnostic de problème de santé mentale disposent d'un plan pour leurs soins de santé mentale avant d'être libérés pour des raisons médicales, votre parti s'engage-t-il à mettre à jour la loi sur les anciens combattants afin d'assurer un accès égal à des prestations et de faire en sorte que toutes les demandes soient évaluées et traitées en temps opportun?

RÉGIME FÉDÉRAL D'ASSURANCE-MÉDICAMENTS

Même si le Canada est connu pour son système de santé financé par des fonds publics, il faut toujours un régime d'assurance-médicaments à l'échelle du pays. Canada est le seul pays qui dispose d'un système de santé universel mais non pas d'un régime d'assurance-médicaments universel.²⁷ Même si des gens du Canada comptent sur des fournisseurs d'assurance des secteurs public et privé pour payer une partie des coûts liés aux soins dentaires, aux soins de la vue et aux médicaments sur ordonnance, de nombreuses personnes du Canada paient elles-mêmes ces biens et services essentiels.

Le fait d'avoir à payer elles-mêmes les médicaments sur ordonnance constitue un obstacle important pour



de nombreuses personnes du Canada, car bon nombre d'entre elles ne peuvent pas se les permettre. Par conséquent, elles sautent des doses ou les réduisent, elles retardent le renouvellement d'ordonnances ou elles ne les renouvellent pas.²⁸ Selon une étude, près de 10 % des gens ne suivent pas les avis du médecin pour ce qui est des médicaments sur ordonnance, en raison des fonds qu'ils doivent verser.²⁹ Cela pose problème, car la personne qui ne prend

²⁵ Ellis, N. (2017). *La santé mentale chez les vétérans canadiens : une mission de famille Rapport du Comité permanent des anciens combattants*. Chambre des communes du Canada. 1-102. [En ligne]

<https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/ACVA/Reports/RP9055177/acvarp06/acvarp06-e.pdf>

²⁶ Le rapport a été présenté à la Chambre des communes par le Comité permanent des anciens combattants, un comité multidisciplinaire présidé par Neil Ellis, en juin 2017, pendant la première session de la 42^e législature.

²⁷ Gouvernement du Canada. (2019c). *Une ordonnance pour le Canada -médicaments pour tous, -médicaments*. 1-184. p.

28. [En ligne] <https://www.canada.ca/content/dam/hc-sc/images/corporate/about-health-canada/public-engagement/external-advisory-bodies/implementation-national-pharmacare/final-report/rapport-final.pdf>

²⁸ Law, M., Cheng, L., Kolhatkar, A., Goldsmith, L., Morgan, S., Holbrook, A., et Dhalla, I. (2018). « The consequences of patient charges for prescription drugs in Canada: A cross-sectional survey ». *CMAJ Open Research*. 6(1), 63-70.

²⁹ Law, M., Cheng, L., Dhalla, I., Heard, D., et Morgan, S. (2012). « The effect of cost on adherence to prescription medications in Canada ». *CMAJ*. 184(3), 297-302.

pas les médicaments qui sont ordonnés peut subir de nombreuses conséquences, notamment d'autres consultations avec le médecin, d'autres visites à l'urgence et des admissions à l'hôpital.¹¹ Un régime fédéral d'assurance-médicaments servirait non seulement à améliorer la santé des gens du Canada, mais aussi à réduire le besoin d'interventions médicales, à réaliser des économies à long terme et à assurer une mesure préventive.

Selon le conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments, « la question n'est pas de savoir si le Canada a besoin d'un régime national d'assurance-médicaments, mais de savoir comment le Canada devrait procéder pour le créer. »³⁰ Comment et quand votre parti prévoit-il établir un régime d'assurance-médicaments universel pour les gens du Canada?

INTÉGRATION DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS SOCIAUX AU PROGRAMME D'EXONÉRATION DE REMBOURSEMENT DES PRÊTS

Il peut s'avérer difficile de recruter des professionnels dans les régions rurales et éloignées du Canada, surtout dans les régions du nord, et de les maintenir en poste. Afin d'aborder la question et de recruter des professionnels de la santé dans les régions en question, le gouvernement du Canada a établi un programme d'exonération de remboursement des prêts pour le personnel médical et infirmier. Le programme offre au personnel médical et infirmier canadien qui fournit des services en personne depuis un an dans une région rurale ou éloignée desservie une exonération de remboursement des prêts dont la valeur s'élève à 20 000 \$ à 40 000 \$ sur cinq ans ; le montant est calculé en fonction de la profession.^{31 32}

Les travailleuses et travailleurs sociaux sont des personnes hautement qualifiées qui offrent de nombreux services essentiels dans les collectivités rurales. Selon l'Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux, très souvent, dans une petite collectivité qui compte un seul professionnel de la santé, les travailleuses et travailleurs sociaux peuvent dispenser des services d'une valeur plus importante que ceux d'autres professionnels, car ils peuvent fournir une vaste gamme de services, tels que le travail social individualisé, l'évaluation, le counseling thérapeutique et l'aiguillage vers d'autres soutiens

³⁰ Gouvernement du Canada (2019c), p. 31.

³¹ Gouvernement du Canada. (2019a). « Exonération de remboursement du prêt d'études pour les médecins de famille et le personnel infirmier — Admissibilité ». [En ligne] <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/education/aide-etudiants/bourses-prets/rembourser/aide-remboursement/medicins-infirmier/admissibilite.html>

³² Gouvernement du Canada. (2019b). « Exonération de remboursement du prêt d'études pour les médecins de famille et le personnel infirmier — combien vous pourriez recevoir ». [En ligne] <https://www.canada.ca/fr/services/prestations/education/aide-etudiants/bourses-prets/rembourser/aide-remboursement/medicins-infirmier/montant.html>

communautaires.³³ Ils jouent un rôle important au sein des équipes de professionnels de la santé et méritent de participer aux programmes fédéraux d'exonération de remboursement des prêts. L'importance du travail social a été reconnue par le Comité permanent des finances, qui a recommandé à la Chambre des communes que les travailleuses et travailleurs sociaux soient ajoutés à la liste des professionnels dans les collectivités rurales ou éloignées qui sont admissibles au programme fédéral d'exonération de remboursement des prêts.^{34 35}

Étant donné que les travailleuses et travailleurs sociaux sont des professionnels hautement qualifiés qui offrent une vaste gamme de services essentiels aux collectivités, quelle est la position de votre parti sur l'ajout des travailleuses et travailleurs sociaux à la liste des professionnels dans les collectivités rurales ou éloignées qui sont admissibles au programme fédéral d'exonération de remboursement des prêts étudiants, conformément à la recommandation du Comité permanent des finances?

INVESTISSEMENT DANS LA FORMATION LINGUISTIQUE

Le Canada est un pays bilingue où le français et l'anglais sont les langues officielles. Selon la ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable des langues officielles, Mélanie Joly, « Aujourd'hui, nos deux langues officielles, le français et l'anglais, sont une richesse et une source de fierté. »³⁶ Le gouvernement du Canada sait qu'il doit en faire davantage afin d'appuyer l'apprentissage des gens du Canada afin que ceux-ci soient capables de communiquer dans les deux langues officielles, car des préoccupations ont été soulevées au sujet de l'augmentation lente du nombre de gens du Canada qui sont bilingues. En 2011, le taux de bilinguisme au Canada était de 17,5 %, taux qui devrait augmenter pour atteindre 18,5 % d'ici à 2036.³¹ Des investissements importants dans l'apprentissage linguistique à l'échelle du Canada pourraient donner lieu à une augmentation du taux de bilinguisme. Il faudrait créer davantage de places dans les garderies pour les minorités linguistiques, recruter un personnel enseignant compétent et faire en sorte qu'il demeure en poste et élaborer des programmes d'apprentissage linguistique qui sont gratuits,

³³ Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux. (2017). Le 6 janvier 2017 : « Advocating for social work inclusion in loan forgiveness program ». [En ligne] <https://www.casw-acts.ca/en/january-6-2017-advocating-social-work-inclusion-loan-forgiveness-program>

³⁴ Easter, W. (2018). *Cultiver la compétitivité : aider les Canadiens à réussir, Rapport du Comité permanent des finances*. Chambre des communes du Canada. 1-285. [En ligne] <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/FINA/Reports/RP10260416/finarp27/finarp27-f.pdf>

³⁵ Le rapport a été présenté à la Chambre des communes par le Comité permanent des finances, présidé par Wayne Easter, en décembre 2018, pendant la première session de la 42^e législature.

³⁶ Gouvernement du Canada. (2018b). *Investir dans notre avenir 2018-2023 officielles*. 1-53. p.7. [En ligne] <https://www.canada.ca/content/dam/pch/documents/services/official-languages-bilingualism/official-languages-action-plan/plan-daction.pdf>

accessibles et efficaces. Le gouvernement du Canada s'est engagé à investir 16,5 millions de dollars dans la création d'une application mobile gratuite servant à apprendre le français et l'anglais et à conserver les acquis.³⁷

Le Canada est un pays bilingue, mais le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue. La dualité linguistique enrichit le Nouveau-Brunswick et reflète sa riche histoire acadienne. Même si le bilinguisme officiel représente un atout pour cette province dynamique, il est souvent difficile d'obtenir et de retenir une pleine capacité dans les deux langues sans l'immersion constante. Le gouvernement fédéral devrait donner la priorité à l'affectation de fonds au Nouveau-Brunswick pour permettre à la province d'élaborer des programmes linguistiques adaptés à ses caractéristiques démographiques uniques. Le bilinguisme est un atout important sur les plans personnel et professionnel qui offre des possibilités aux gens du Nouveau-Brunswick, notamment une employabilité accrue.

Votre parti reconnaît-il l'importance de la formation linguistique accessible et efficace au Canada et s'engage-t-il à investir dans les capacités linguistiques des gens du Nouveau-Brunswick?

TRANSFERTS EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX

Le gouvernement fédéral fournit chaque année aux provinces des fonds pour appuyer les études postsecondaires, l'aide sociale, les services sociaux et le développement de la petite enfance par le truchement des transferts fédéraux en matière de programmes sociaux.³⁸ Ce financement essentiel est réparti par habitant et offert aux provinces qui n'exigent aucun délai minimal de résidence pour l'admissibilité à l'aide sociale.³⁹ Bien que ce financement soit essentiel à la prestation des services sociaux, il n'y a pas en place de mécanisme qui permet de déterminer où le financement est consacré ou de savoir si le financement répond aux besoins de la province et permet d'assurer des services de bonne qualité. Il est recommandé que le gouvernement fédéral trouve le moyen d'analyser les transferts fédéraux en matière de programmes sociaux par rapport aux données provinciales afin de déterminer si les montants assurés et la répartition permettent à tous les gens du Canada de profiter de services de qualité supérieure.

³⁷ Gouvernement du Canada. (2018b). *Investir dans notre avenir 2018-2023 officielles*. 1-53. [En ligne] <https://www.canada.ca/content/dam/pch/documents/services/official-languages-bilingualism/official-languages-action-plan/plan-daction.pdf>

³⁸ Gouvernement du Canada. (2011). « Transfert canadien en matière de programmes sociaux ». Ministère des Finances Canada. [En ligne] <https://www.fin.gc.ca/fedprov/cst-fra.asp>

³⁹ Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux. (2013). *Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et les déterminants sociaux de la santé*. 1-4. [En ligne] https://www.casw-acts.ca/sites/default/files/executive_summary_the_canada_social_transfer_and_the_social_determinants_c_2013_1.pdf

Avant d'apporter d'importantes modifications et améliorations des systèmes actuels, il faut connaître et analyser les faits. Compte tenu de cela, votre parti a-t-il l'intention de trouver le moyen d'analyser les transferts fédéraux en matière de programmes sociaux par rapport aux données provinciales afin que tous les gens du Canada profitent de services de qualité supérieure?

CONCLUSION

Veillez noter que le présent document donne un résumé de certaines questions qu'il faudrait traiter au palier fédéral. De nombreuses autres questions importantes peuvent être soulevées, et nous invitons les lecteurs et lectrices à discuter avec leur député fédéral des questions qui sont importantes à leurs yeux. Le présent document donne aux lecteurs et aux lectrices un aperçu des questions importantes dont le gouvernement ne tiendra peut-être pas compte si les gens du Canada ne les soulèvent pas.

